

# La taxe du jour : L'UE veut taxer l'essence pour financer l'accueil des réfugiés

Bien que les prix du pétrole soient toujours en baisse, une nouvelle pourrait venir perturber l'aubaine des automobilistes : l'Union Européenne voudrait mettre en place une nouvelle taxe sur l'essence et le Diesel. C'est le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, qui a lancé cette idée ce samedi 16 janvier 2016. La raison ? trouver de l'argent pour accueillir les réfugiés.

Trouver de l'argent pour faire face à l'urgence des migrants

L'Allemagne est encore sous le choc après les agressions survenues à Cologne le 31 décembre 2015 mais elle ne peut pas, comme l'ensemble de l'Europe, bloquer les migrants. Ces derniers ne cessent d'affluer et l'argent commence à manquer. Une situation urgente qui appelle à agir rapidement.

Le point crucial est le budget alloué à l'accueil : les budgets nationaux et européen pourraient ne pas suffire. Mais Wolfgang Schäuble a une solution toute trouvée : "mettons-nous d'accord pour instaurer par exemple une taxe d'un certain niveau sur chaque litre d'essence."

Une taxe européenne sur les carburants ferait donc l'affaire : ponctionner un peu plus les automobilistes afin de compenser l'accueil des migrants permettrait en effet de dégager une sacrée somme. En France on consomme environ 40 milliards de litres de carburant par an, par exemple. Une taxe de 1 centime par litre permettrait alors de dégager 400 millions d'euros.

Si elle est mise en place par l'ensemble des pays de l'Union Européenne, une telle taxe permettrait de dégager facilement plusieurs milliards d'euros.

Les frontières extérieures au coeur du problème

Le ministre allemand des Finances n'a pas évoqué le montant de cette taxe qui ne reste pour l'instant qu'une idée émise dans la presse. Mais il est conscient que le problème des migrants est un problème européen et c'est "la scène européenne" qui doit le régler.

"Dans le cas contraire, il n'y a pas que l'Allemagne qui en subira les conséquences, comme certains semblent le penser, mais ce sont nos voisins et les pays des Balkans, jusqu'à la Grèce, qui seront massivement touchés" a-t-il déclaré à la presse avant de préciser qu'il faut régler le problème en se concentrant sur "les frontières extérieures de l'Europe".